



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

RECEPISSE DE DECLARATION

**CONCERNANT LA REGULARISATION D'UN FORAGE ET LA REALISATION DE
PRELEVEMENTS ISSUS DE CET OUVRAGE**

sur le territoire de la commune de PRONVILLE

SARL GOUBET BERTRAND

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé le 23/11/2015 ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Denis DELCOUR, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

VU le courrier daté du 3 mai 2019, de la SARL GOUBET BERTRAND demandant le changement de bénéficiaire,

VU le récépissé de déclaration délivré à l'EARL LES HARYS le 13 juillet 2010 relatif à la création d'un forage à PRONVILLE dans le cadre de la rubrique 1.1.1.0, enregistré sous le n° 62-2010-00149 ;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 12 janvier 2018, présentée par la SARL GOUBET BERTRAND, enregistrée sous le n°62-2018-00007 et relative à la régularisation d'un forage et à la demande de prélèvement d'eaux souterraines issu de cet ouvrage sur la commune de PRONVILLE ;

VU l'accusé de réception délivré le 23 janvier 2018 ;

annule le récépissé de déclaration enregistrée sous le n° 62-2010-00149 concernant la création d'un forage de recherche d'eau à PRONVILLE délivré à l'EARL LES HARYS le 13 JUILLET 2010 janvier,

et donne récépissé à la :SARL GOUBET BERTRAND siégeant 2 rue de la Mairie à QUEANT (62600) de sa déclaration relative à la régularisation d'un forage et à la réalisation d'un prélèvement d'eaux souterraines de 120 000 m³/an destiné à l'irrigation de ses cultures, au moyen du forage ayant pour coordonnées Lambert II étendu : X : 647 360 et Y : 2 575 897 implanté sur la commune de PRONVILLE, parcelle cadastrée A0666.

L'ouvrage constitutif de ces aménagements rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	11/09/2003

1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé de 120 000 m3/an étant supérieur à 10 000 m3/an mais inférieur à 200 000 m3/an relève du régime déclaratif (D).	Déclaration	11/09/2003
----------------	---	-------------	------------

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé et devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées à la mairie de la commune de PRONVILLE où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la CLE du SAGE de la SENSEE pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE par l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions en mairie de PRONVILLE;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le Service de l'Environnement en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'article R.214-40-3 du code de l'Environnement précise que, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration, à défaut de quoi la déclaration devient caduque.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration, à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

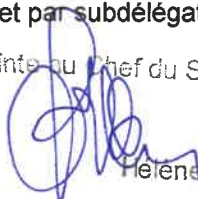
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARRAS, le **29 MAI 2019**

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
et par subdélégation

L'Adjointe au Chef du Service de l'Environnement


Hélène VILLAR

Pièces jointes :

- Plan de situation
- Prescriptions générales du 11/09/2003 relatives à la création de forage et aux prélèvements d'eau

PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS

SARL GOUBET BERTRAND

*Direction Départementale des Territoires
et de la Mer*

PRONVILLE

Plan de situation

